

**ANNEXE D**

**PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION D'INFORMATION ET**

**COURRIERS DES RIVERAINS**



Annexe au compte rendu de la Réunion d'Information au public – Gesves le 7 février 2012

Listing des courriers et mails envoyés suite à la réunion et adressés à la

Commune de Gesves

	Prénom-Nom	Localité	Courrier	Mail
1	Serge ETIENNE	Sorée	20/02/2012	
2	Danny BAERTS	Gesves	19/02/2012	
3	Fabrice MATERNE	Ochamps	10/02/2012	
4	Viviane PLANCHON	Gesves		22/02/2012
5	Patricia CORNEZ-DENIS	Ohey	21/02/2012	
6	Didier HELLIN	Ohey		22/02/2012
7	Claude KERSMAKERS	Gesves		20/02/2012
8	Brigitte SNEYERS	Gesves	19/02/2012	
9	Anna DEFRAIGNE	Gesves	20/02/2012	
10	Evdokia MIKHAILOVA	Sofia – Bulgarie	18/02/2012	
11	Hedwig VOSSEN	Wanlin	17/02/2012	
12	Luc PIGNOLET – Hélène STOEKEBRAND	Sorée	21/02/2012	
13	M. et Mme QUESTIAUX-HONOREZ	Gesves	21/02/2012	
14	Joseph VAN DER STEGEN	Florée		21/02/2012
15	Claudine VAN DER STEGEN	Elewijt		20/02/2012
16	Bob VAN DIJCK	Sorée		21/02/2012
17	M. et Mme MONJOLIE	Embourg	17/02/2012	
18	Mia VOSSEN	Rocheftort	16/02/2012	
19	Marcel CASTERMANS	Gesves	17/02/2012	
20	Claude BRASSEUR	Rocheftort	16/02/2012	
21	Danny BAERTS	Gesves		19/02/2012
22	Aloyse VAN DER STEGEN	Bruxelles		18/02/2012
23	Magda BRISSA	Florée		17/02/2012
24	Claude CLAMAR	Clavier		17/02/2012
25	Anne-Marie BOTTE	Clavier		17/02/2012
26	Gabriel LESTRATE	Florée		15/02/2012
27	Michel FINOULST	Gesves	14/02/2012	
28	Michel DUBOIS	Rocheftort	10/02/2012	
29	Marie-Thérèse DETAILLE	Rocheftort	10/02/2012	
30	Eric CHOPPINET	Gesves	13/02/2012	13/02/2012
31	Nicole DE BLAUWE	Gesves	13/02/2012	
32	Geneviève KAPONDA	Bruxelles	15/02/2012	
33	Sven ILEGEMS	Wanlin	15/02/2012	
34	Evelyn DRESSE	Gesves	15/02/2012	
35	Michel DUSSART	Ohey	15/02/2012	14/02/2012
36	Daniel DUQUENOY	Ohey	15/02/2012	
37	Paul ADAM	Thorembais st T.	12/02/2012	
38	Corine MATHIEU	Chevetogne	10/02/2012	
39	Guldo VAN VELTHOVEN	Gesves		12/02/2012
40	Yvette NOLLEVAUX	Gesves		12/02/2012
41	Baudouin DE LIEDEKERKE	Florée		13/02/2012
42	Philippe DESSART	Gesves		14/02/2012
43	Joseph BOZZER	Mirwart		11/02/2012

Projet d'implantation d'un parc éolien dans la plaine de Borsu (Gesves-Ohey) par Windvision

Compte rendu de la Réunion d'information au public – Gesves, le 7 février 2012

Question de Michel Dubois Vent de Baison domicilié à Rocheftort

Nombreux sont celles et ceux qui ne peuvent malheureusement que dénoncer la deuxième menace éolienne qui pèse sur l'entité de Gesves qui porte pourtant très bien son nom de petite suisse namuroise, par le Samson le parcours dans des paysages à couper le souffle et un patrimoine de très haute valeur.

Alors que la perspective de destruction de ce véritable coin de paradis semblait s'éloigner depuis le refus du premier projet éolien en 2006, voilà qu'elle revient à la charge désormais, favorisé évidemment par le dogmatisme du Ministre écolo Henry qui se croit visiblement investi d'une mission divine, à tel point qu'elle se transforme carrément en inquisition éolienne comme en témoigne d'ailleurs son attitude qui consiste à balayer d'un revers de main tout avis défavorable antérieur rendu par son administration ou par des organismes dignes de foi tels que la commission des monuments et sites et cela sans aucune justification valable de sa part. Comme en témoigne le projet pas très éloigné de Tinlot dans le Condroz qui risque de se voir piétiner à terme par 90 éoliennes si les projets, à différents stades de la procédure venaient à voir le jour.

Tout d'abord, le projet initial de Gesves et Ohey, portant sur 12 éoliennes avait été refusé pour des raisons notamment paysagères. Comment pouvez-vous expliquer que vous revenez à la charge au même endroit finalement sachant très bien d'une part que le paysage n'a pas changé depuis lors et que, d'autre part, il qu'il serait erroné d'imaginer essayer de noyer le poisson en diminuant le nombre d'éoliennes de 12 à 6 sachant très bien, dans la pratique, que tout parc opérationnel actuellement fait l'objet d'une extension tôt ou tard, que ce soit Dorinne, que ce soit Perwez, Herpion, Villers le Bouillet ou bien d'autres. Allez-vous également tenir compte de la carte Feltz qui avait le mérite d'imposer pas mal de contraintes à l'image de l'ensemble paysager 8020 du vrai Condroz, ou de celui, le 6041 exactement du faciès Namur à Huy, qui mord entre guillemets un peu vers le Sud en couvrant une partie de l'entité gesvoise et qui était en haute sensibilité paysagère pour l'implantation pour l'implantation d'éoliennes tout en étant reconnu comme des constantes dans le paysage wallon. Evidemment il est évident que l'implantation d'éoliennes de 150m font plus ou moins mauvais ménage avec une constante paysagère. Et donc, allez-vous tenir compte de ces éléments d'autant plus qu'il apparaît manifestement que la proposition de nouveau cadre éolien est tout à fait bâclée et ne tient pas compte, justement, de ce souci de protection élémentaire des diverses zones sensibles. Merci infiniment pour votre réponse.

Moderateur – M. Bredael : Deux questions pratiques :

- en quoi, dans le détail, ce projet peut-il se différencier du précédent d'un point de vue paysager?
- la question de l'extension possible

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision)

D'abord pour commencer avec l'extension, comme vous l'avez vu ici on a repris la zone d'implantation qu'on avait déjà travaillé dans le passé, la zone n'a pas changé, on est toujours avec les mêmes contraintes locales avec toujours ses mêmes limites au terrain parce qu'on a des habitations, parce qu'on a des zones paysagères parce qu'on a tous ces

éléments du site. Dans ce cadre ici, dans cette implantation qu'on a prévue, vu les distances entre les éoliennes et les habitations, on ne pourrait pas venir intercaler une nouvelle ligne entre les éoliennes et les habitations. Vous pourrez vérifier vous-même sur base de plans, à ce moment-là on est à des distances bien trop faibles pour pouvoir rajouter une éolienne, lignes d'éolienne. Parler d'extensions, je ne vois pas comment, techniquement, on pourrait le réaliser. Ici je peux clairement dire qu'on s'engage à avoir un projet limité à 6 éoliennes. Ensuite, si d'autres développeurs venaient à développer ailleurs dans le futur, ça c'est leur responsabilité. Pour ce qui est de Windvision, sur la zone ici, on parle de 6 éoliennes.

Alors concernant l'autre question. Est-ce que le paysage a changé ? Certainement pas. Le nombre d'éoliennes a changé. Il y aura une nouvelle étude d'incidence. Les éléments que vous avez mentionnés, la carte Feltz, le fait que ce soit des paysages particulièrement protégés ou intéressants ça va être pris en compte dans l'étude d'incidence. Il n'est pas dit qu'il n'y aura pas d'éoliennes dans le futur mais ça doit se faire d'une manière correcte évidemment. Ça c'est l'objet de l'étude d'incidence de l'analyser et aux termes de l'étude d'incidence alors il y aura une décision qui sera prise. Simplement pour rappel, à l'époque il y avait quand même eu un nombre d'avis, au niveau régional, positif important puisqu'il n'y avait pas eu d'avis négatifs. Il y avait plus d'avis positifs conditionnels au niveau de la région pour un projet de 12 machines et la plupart des instances avaient demandé qu'on réduise à 10 machines, au niveau régional, je parle bien. Donc simplement pour donner une indication. Voilà pour le reste ce sera l'objet de l'étude d'incidence d'analyser tous ces impacts paysagers.

#### Question de Michel Fimoulst - habitant Spare, en plein milieu du projet

Je voudrais poser une question mais je voudrais d'abord faire une remarque préliminaire. Lorsqu'on parle de la production d'électricité par un site éolien on le compare souvent à la consommation d'un certain nombre de ménage, ce que vous avez d'ailleurs fait, puisque si j'ai bien entendu, vous avez prévu 11.500 ménages. Mais pour faire cela, on se base sur la production théorique des éoliennes ; hors dans la réalité on sait très bien que les éoliennes ne travaillent pas, en permanence à plein régime. Et que dans la réalité la production réelle est d'environ, dans le meilleur des cas, 20%. Donc 20% de 11.500 ça fait 2300 ménages qui seraient bénéficiaires de la production d'énergie par votre site éolien. Par ailleurs, en Belgique il y a grosso modo 4.750.000 ménages, hors on sait que ces ménages, donc la production d'électricité consommée par ces ménages s'élève à 20% de la consommation globale d'énergie en Belgique. Il y a 80 % qui sont utilisés par les installations industrielles. Alors en dehors de ça, il y a pour le moment toute une série de projets qui ont été acceptés, ou qui sont sur le point de l'être, le long de la côte belge. Projets qui, dans les 3 ou 4 ans, vont produire 10% de la production totale de la consommation belge. Ces différents éléments relativisent un petit peu l'intérêt d'un site éolien comme le vôtre. Alors, en dehors de ça, je ne sais pas si vous le savez ou pas mais bon, il y a sur le même site, un projet en cours de réalisation d'une unité de bio méthanisation. (...) Alors ce projet, d'après les informations que l'on a, va fournir de l'électricité pour 2000 ménages. Soit à peu près autant que ce que va produire votre site éolien. Avec des avantages, tout d'abord au point de vue de l'impact visuel, il est nettement moindre que vos 6 éoliennes. Une unité comme ça ne se voit quasiment pas dans le paysage. Deuxièmement il va y avoir une production constante d'électricité ce qui n'est pas du tout le cas avec des éoliennes dont la production dépend de la présence aléatoire du vent. Ici, à partir du moment où cette unité va être approvisionnée, elle va produire de manière permanente.

Troisièmement, cette unité va fournir du travail aux gens de la région, aussi bien pour l'approvisionnement que pour la maintenance et simplement la mise en activité. Sur base de tous ces éléments, la question que je vais poser est la suivante : Il va y avoir deux installations industrielles ayant le même objectif : produire de l'électricité. Alors quel est l'intérêt, l'intérêt réel, autre que celui du bénéfice maximum du promoteur, d'avoir ces deux installations sur la même zone ? Voilà je vous remercie.

Modérateur - M. Bredael : Avant la réponse du bureau d'étude, je suppose que les remarques socio-économiques de monsieur seront prises en compte ? L'économie réalisée, l'efficacité des machines etc,...

#### Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision)

C'est une question assez générale que vous posez. Est-ce qu'il y a une technologie qui serait plus favorable qu'une autre ?

Modérateur - M. Bredael : L'intérêt de doubler une usine d'énergie via biomasse par un site éolien ?

#### Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision)

Je pense qu'il faut essayer de recadrer aussi la chose. Actuellement, vous l'avez constaté, on est dans une période où on a besoin d'énergie de plus en plus et où les prix de l'énergie augmentent (« à cause de vous »).

Actuellement en Belgique, on utilise du nucléaire, on utilise du gaz, on utilise de l'énergie renouvelable, de l'hydraulique. Mais on voit que ce n'est pas suffisant. Il faudra encore à l'avenir avoir de nouvelles sources on sait aussi que les moyens de productions actuels, fossiles ne sont pas éternels et donc un jour ou l'autre il faudra quand même songer à remplacer ces moyens de production. Ça c'est une grande idée, c'un discours général, et on est loin du projet d'Ohey et de Gesves. Seulement, dans la réalité, si on veut passer d'un système d'énergie fossile à un système d'énergies renouvelables, ce qui à terme est quand même le but, il faudra mener ce type de projet. L'éolien a un rôle à jouer parce que l'éolien est une des sources d'énergie avec le plus fort potentiel. J'ai montré tout à l'heure l'objectif de la région wallonne. Plus de la moitié de l'objectif énergie renouvelable de la région wallonne provient de l'objectif éolien. A côté de cela on a du photovoltaïque. On doit faire du photovoltaïque. Mais est-ce qu'on voudra payer le photovoltaïque éternellement, je ne sais pas ? Actuellement ça coûte cher. On peut faire de la géothermique, de la biomasse, de la bio méthanisation. Mais ce qu'on voit c'est que l'éolien a un potentiel extrêmement important. Et donc, à terme, il n'y a aucune énergie toute seule qui parviendra à nous garantir une sécurité énergétique. C'est bien le mix énergétique qui va compter. Bon, par ailleurs, il y a des inconvénients des avantages à chaque technologie et à un moment, il faudra de toute façon entrer dans un système global où on a toutes ces technologies intégrées dans notre réseau électrique.

Si on peut avoir de la bio méthanisation, de l'éolien, et encore des panneaux solaires sur le site à Gesves et à Ohey, ce serait encore mieux.

Modérateur - M. Bredael : Et pour ce qui est de l'intérêt relatif de l'éolien terrestre par rapport à l'éolien en pleine mer ?



#### Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision)

Les deux technologies sont intéressantes. Qu'est ce qui se passe actuellement ? On voit que l'éolien off-shore se développe énormément. Y a beaucoup d'intérêt pour cette technologie. Par contre cela a un coût énorme. Simplement pour repréciser les choses, on parle bien d'un coût 4 à 6 fois supérieur à l'éolien terrestre. Les certificats verts sont également bien plus importants. Si vous regardez les montants alloués à l'énergie off-shore, c'est des montants de 100, 110 euros contre 60-65 euros garantis sur terre. Et par ailleurs ce sont des projets à risques. Ça veut dire qu'actuellement, il n'y a que les très grands groupes, EDF, Electrabel, GDF etc... qui s'aventurent dans ce type de projet parce qu'il faut des moyens financiers énormes et on voit encore que les projets sur terre ont un potentiel, tout aussi grand, voire plus grand que le potentiel off-shore. On a des constructeurs éoliens, comme par exemple Enercom qui ne développent que des machines terrestres parce que pour eux, dans un premier temps on doit développer des machines sur terre. Quand on aura une technologie suffisamment avancée on ira placer des éoliennes en mer mais bon, ça ce sera la vision d'un constructeur parmi d'autres. Mais donc, pour nous, les deux technologies doivent évoluer en parallèle.

#### Question du Docteur Alain Marchandise, Sivry Président de Vent de raison local qui a obtenu la mise mort-né d'un projet KDE ?

Je vais essayer d'être calme. Nous avons à affaire à des menteurs professionnels. D'abord, il n'y a pas de gisement éolien ici. Quand on regarde le vent, l'efficacité de l'énergie délivrée est de 16 à 17%. Ce qui veut dire que le restant du temps, 87% du temps, il faut faire travailler une centrale TGV (turbine, gaz, vapeur) qui elle, comme elle va subir des régimes de hausse et de baisse régime, parce que le vent est intermittent, va produire plus de CO2. Vous mentez quand vous dites que les sites éoliens on shore vont diminuer le CO2. C'est le contraire les études internationales le prouvent et vous le savez pertinemment bien. Autre chose, votre étude CSD sera payée par vous-même. Donc, effectivement, on ne peut pas considérer que CSD est indépendant d'esprit parce que c'est vous qui les payez.

Et moi comme médecin, je ne peux pas accepter qu'on mette des éoliennes à moins d'1,5 km des habitations. Quand je vois que la région wallonne maintenant autorise des distances de 350m et des décibels à 45 décibels, qui sont des décibels impulsionnels, ce qui n'a rien à voir avec un bruit de camion de 45 décibels. C'est un bruit qui est tout à fait insupportable pour des gens qui doivent dormir la nuit. Donc tissu de mensonges, erreurs grossières. Vous êtes en train en plus de dénaturer une région splendide. Tout ça par la faute d'un homme, qui s'appelle Philippe Henry, qui est en train de tuer notre pays avec des éoliennes. Et j'espère qu'un jour, on le mettra dehors.

Moderateur - M. Bredael : Une réaction à ça ? L'indépendance du bureau CSD peut être ? Non ? C'est vous qui ne répondez pas (pas de réponse)

#### Question de Marcelle Bolainger, habitant la région d'Andenne

Je vais poser une question toute naïve, et je vais demander à Monsieur Bredael d'avoir la gentillesse de ne pas la reformuler autrement. De la laisser intacte.

Ma question est celle-ci : j'ai entendu lors de l'exposé que l'on proposait des compensations aux communes, qu'on demandait par ailleurs aux communes d'intervenir dans le capital de ces sociétés constructrices ou installatrices d'éoliennes. Alors ma question toute naïve est la suivante. Je m'étonne de ce genre d'attitude, je croyais que les communes devaient donner un jugement, un avis tout à fait objectif sur le projet. Je

m'aperçois qu'on est en train de les intéresser. Qu'on est en train, moi j'ai envie de dire, de les acheter, et je crois qu'à Charleroi, on est allé en prison pour moins que ça. Alors, je me demande comment on peut justifier cet avis objectif et ces aides à diverses choses, dans les communes. Voilà, je crois que ma question est claire et Monsieur Bredael, il n'y a pas lieu de la reformuler autrement.

Moderateur - M. Bredael : Ne vous inquiétez pas madame

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Peut-être que de mon côté je n'ai pas été assez clair. C'est une proposition qu'on fait. Il n'y a aucune obligation. De quoi il s'agit. Il s'agit d'une somme qu'on met pour un projet de développement local. Ce n'est pas de l'argent qui va dans la poche de n'importe qui au sein de la commune. C'est de l'argent qui rentre dans le cadre d'une structure juridique, qui doit être clairement établie avec des mandataires communaux, etc. On en est pas encore là parce que le projet n'est pas encore finalisé c'est une proposition qu'on fait.

Deuxième élément, concernant l'investissement. C'est une proposition, et pourquoi est-ce qu'on le propose ? C'est parce qu'on voit bien que c'est une tendance générale, parce que c'est un facteur qui permet d'améliorer l'acceptation d'un projet. Pourquoi est-ce pendant longtemps on a eu des projets qui ont été refusés. C'est aussi parce que les gens nous disent, vous venez chez nous, vous plantez des éoliennes et nous on a aucun retour financier. C'est vous, pour reprendre les propos qui ont été dits tout à l'heure, même si je ne les partage pas, qui vous en mettez plein les poches. C'est ça qui a été dit. Nous l'idée c'est bien d'ouvrir l'investissement pour qu'il n'y ait pas que Windvision qui gagne de l'argent avec le vent d'Ohey. Il y a aussi la possibilité, pour les riverains, pour la commune, d'avoir des rémunérations. Mais il n'y a pas d'obligation s'il n'y a pas de volonté locale de le faire on pourra nous financer le projet autrement. Mais c'est une proposition qu'on fait et on souhaite l'élaborer avec les riverains avec la commune si elle le souhaite. Jusqu'à présent, et pour clarifier clairement les choses on a simplement proposé le projet à la commune. Ici on a une réunion d'information, y a pas d'accord avec la commune, il n'y a pas eu d'engagement. On est dans une phase d'étude pour l'instant on présente ce projet, on discute et il n'y a pas plus que ça à l'heure actuelle.

#### Question de Michel Dussart de la commune d'Ohey

L'étude sur la conformité aux différents critères (le bruit, les ondes portées, etc...) va se faire sur base d'une modélisation. Qui dit modélisation, dit que ce seront des valeurs approximatives. Il y aura nécessairement un écart avec la réalité. Je veux savoir, dans l'étude d'incidence, je le demande, que soit indiqués quels sont les remèdes que Windvision apportera par rapport à ces écarts.

Si ces indications ne sont pas indiquées dans l'étude d'incidence, je considérerai que elle est incomplète. J'ai 6 questions, ça c'est la première.

2<sup>ème</sup> Les indemnités ne sont pas données aux riverains qui ont les plus grands préjudices, de la vue paysagère, des nuisances, de la valeur foncière dévaluée. Je demande, que dans l'étude d'incidence soit communiquée la justification concernant cette non-indemnisation. Quelle qu'en soit le motif. Si cette justification n'est pas fournie, je considérerai que l'étude d'incidence ne sera pas complète.

3<sup>ème</sup> Je demande que l'étude d'incidence fasse une simulation paysagère au niveau des habitations situées à 1km des éoliennes. Que cette étude paysagère soit étudiée, au niveau du sol et des étages. Si cette simulation n'est pas fournie, je considérerai que l'étude d'incidence n'est pas complète.

4<sup>ème</sup> Je demande que soient formulées les retombées financière pour la Belgique et la Wallonie, des travaux de construction et d'élaboration du site. Je demande aussi quelles sont les retombées pour la Belgique de la société Windvision.

5<sup>ème</sup> Je demande que la liste des questions posées par les citoyens soit reprise en annexe dans l'étude d'incidence. Toute la liste, même les questions qui n'ont pas eu de réponse parce qu'elles s'écartaient du but de l'étude.

6<sup>ème</sup> Je demande que les réponses soient formulées aussi et que la justification aux questions non répondues, soit donnée.

Enfin finalement, je voudrais savoir quelle est la relation entre Windvision Belgium d'Heverlee et Windvision de Chypre et pourquoi un poste à Chypre ? Merci.

Modérateur – M. Bredael : Monsieur Durand répondra pour ce qui est du rapport avec Chypre.

Réponse du bureau CSD Ingénieurs Conseils SA : Donc Monsieur Dussart a raison. Toute modélisation implique des écarts qui sont explicités clairement dans l'étude d'incidence, dans la méthodologie, qu'est le son. Maintenant je vais être très clair, par rapport aux modélisations acoustiques. J'invite quand même tout le monde à se rendre par exemple au pied des éoliennes de Ciney-Sovet qui sont des éoliennes comme a été dit de 3,4MW, donc des éoliennes comparables à ce que Windvision veut implanter ici. Autant aller se rendre compte, parce que, comme vous le savez certainement, l'expression du niveau sonore en décibels peut être tout à fait perçue différemment par l'oreille humaine. Il faut savoir que dans le cadre de l'étude d'incidence un suivi acoustique, pré implantation avec des mesures, seront effectués au droit de un à deux récepteurs pour caractériser au mieux l'environnement sonore en situation existante. Je peux déjà mettre ma main au feu que ce contexte sonore sera très calme et que donc, évidemment, ce sera explicité dans l'étude d'incidence. Il y aura une analyse par rapport à ce phénomène d'émergence qui pourrait y avoir ultérieurement si le parc devait se construire, mais qui est un phénomène totalement distant pour l'instant à examiner de notre part par rapport au respect des normes qui sont, elles, exprimées en décibels de manière très stricte.

Je vais peut-être reprendre les différentes questions, sinon on va avoir un jeu de ping-pong.

Ça c'est pour tout ce qui est acoustique. On essayera, autant que faire se peut, de examiner la situation en situation existante et puis la situation projetée avec l'implication des éoliennes.

Donc la simulation paysagère, ce sera pris note dans le procès-verbal, nous l'examinerons et j'invite évidemment les riverains qui le désirent, d'avoir une simulation paysagère, de le faire dans le cadre des 15 jours pour nous citer exactement leurs volontés, leurs desideratas à ce niveau.

Il faut savoir que malheureusement je peux déjà vous dire que l'étude sera incomplète parce qu'elle ne parlera pas de l'indemnisation des riverains. Une étude d'incidence n'est pas habilitée à s'exprimer pour l'indemnisation des riverains. L'étude sera également incomplète quant aux retombées financières du projet puisque ça ce sera, il y aura un petit texte qui sera écrit pour ça. Pour ceux qui ont déjà consulté ce type d'étude, ce type de document scientifique à la commune. Ils ont bien vu qu'il n'y avait rien sur cet aspect-là. Il n'y aura rien non plus sur la relation entre Windvision Heverlee et Windvision Chypre. Donc ça j'invite éventuellement les gens à se rapprocher de Windvision pour avoir ce type d'informations. Il est évidemment que, par contre d'un point de vue

réglementaire, nous sommes obligés de répondre à toutes les questions qui seront posées, mais notamment sur l'indemnisation des riverains, là il sera clairement dit que ça sort du cadre sensu stricto de l'étude d'incidence.

Modérateur – M. Bredael : La formulation des questions sera celle de monsieur ici.

Réponse du bureau CSD Ingénieurs Conseils SA : L'auteur de l'étude d'incidence doit apporter une réponse à toutes les questions qui seront posées. Donc, il y a un chapitre spécifique dans l'étude d'incidence qui s'appelle « réponses aux courriers des riverains ». Tous les courriers sont mis en annexe de l'étude d'incidence. Je pense que c'est la manière la plus objective de travailler.

Modérateur – M. Bredael : C'est la raison d'être de l'enregistrement, mais c'est la raison d'être aussi de la proposition qui vous est faite de manifester vos remarques par écrit. C'est toujours plus sûr de s'y prendre à deux fois.

Intervention de M. Dussart (Ohey) : Merci pour les réponses, mais concernant la modélisation, je dois dire ceci. Ce que j'ai demandé c'est d'indiquer les remèdes que Windvision apportera à ces écarts. Je dis les écarts, ce n'est pas seulement ce qui va dépasser les normes mais c'est ce qui va dépasser ce qui a été inscrit. Pourquoi ? Parce que l'étude sera éventuellement avalisée et le projet sera éventuellement approuvé suite à l'étude d'incidence et si les résultats sont trop favorables, plus favorables que la réalité, c'est un biais qui fausse le jugement.

J'espère que toute la liste des questions fera partie de l'étude y compris les questions qui sont jugées inopportunes avec justifications.

Modérateur – M. Bredael : Une précision peut être là-dessus. Est-ce que ça signifie que la liste des questions posées dans des réunions comme celles-ci figurent aussi dans le rapport de l'étude d'incidence ou pas ?

Réponse du bureau CSD Ingénieurs Conseils SA : C'est le travail que madame est en train de faire. Elle va reprendre toutes les questions qui seront présentées ce soir dans un procès-verbal qui sera communiqué à tous, en tout cas nous, il est mis en annexe de l'étude d'incidence et donc si des questions clairement sont exprimées sur des points particuliers, nous devons y répondre dans l'étude d'incidence. Je tiens à préciser à Monsieur Dussart que nos modélisations, nous avons quand même validé sur des parcs existants et donc nous avons pris des coefficients de sécurité par rapport aux données acoustiques qui sont fournies par les constructeurs. Mais il faut bien comprendre que ces coefficients de sécurité, ces conditions maximalistes dans lesquelles on va se positionner se sera pour exprimer le respect des normes. Indépendamment de ça il y aura éventuellement, en parallèle, la caractérisation du contexte sonore pour mettre en évidence le phénomène d'émergence qu'il pourrait y avoir au niveau des habitations les plus proches, qui est, je le rappelle, indépendant des normes et des modélisations.

Question d'Adam Paul de Perwez, dans le Brabant wallon

1<sup>ère</sup> pour CSD : Je voudrais bien entendre parler des compensations ornithologiques comme il s'est fait dans la plaine de Boneffe. Pour les agriculteurs, les prévenir qu'ils risquent de se retrouver avec une éolienne et trois hectares de jachère. Voilà c'est une mise en garde.



J'ai ici un projet de déclaration politique régionale 2009-2014. Ça comporte 263 pages et on est loin de ce qui a été déclaré : préserver l'environnement et lutter contre les changements climatiques, préserver les sols et amplifier la réhabilitation, alors nous nous trouvons, il y a les ondes électromagnétiques.

Energie, consommez moins, et développez les énergies renouvelables dans un marché transparent accessible à tous. Nous arrivons après à « Améliorer le fonctionnement du marché et garantir un droit à l'énergie pour tous ». Et ces messieurs des conseils communaux le savent très bien, l'IVCW a tiré la sonnette d'alarme au 1<sup>er</sup> octobre 2010 en disant que les communes ne pouvaient pas, si on ne les subsidiait pas, payer l'augmentation des certificats verts. Et nous sommes aussi des citoyens, mais nous n'avons pas de subsides. Hors, c'est pour ça que je voudrais bien attirer l'attention, et j'ai même vu ici qu'il fallait préserver les animaux. Merci pour nous.

Attendez, je voulais vous faire quand même une petite expérience personnelle. Cette semaine, depuis la Chandeleur, les éoliennes de Perwez m'ont laissé cela et ce n'est que aujourd'hui qu'elles ont tournés depuis le 2 février. Heureusement que j'ai eu ça pour pouvoir lire le journal.

Modérateur – M. Bredael : Vous n'aviez pas de question à poser. C'était simplement la remarque ?

Réponse du bureau CSD Ingénieurs Conseils SA : Dans le cadre de l'étude sur le milieu biologique, le DNE, la RW, le bureau d'études considère systématiquement un impact diffus. Il y a deux types d'impacts qui peuvent être induits sur les oiseaux et les chauves-souris. Un impact direct pour certaines espèces et un impact indirect par rapport à l'effet d'effarouchement qu'il peut y avoir pour les espèces qui quitteraient la plaine et donc des mesures de compensation qui devront obligatoirement être mises en œuvre par Windvision seront recommandées par l'étude et mise en œuvre par Windvision, tout cela sera détaillé dans l'étude. (...)

A Boncelle, CSD avait recommandé 28 hectares de mesures de compensation. Je pense que le promoteur, AirEnergy en a proposé 40 au total. (...)

#### Question d'Yvette Borremans de Space

On a parlé d'une étude du vent qui a été faite. Est ce qu'il y a moyen d'avoir le rapport vu que nous avons quand même payé 40% de l'installation pour mesurer le vent. Et nulle part on ne peut avoir des renseignements sur ce vent qu'on a mesuré pendant un an alors je vous demanderais de déposer à la commune, pour la fin de la semaine, ce rapport pour qu'on soit au courant de ce qui se passe quand même. Ça c'est ma première remarque.

La 2<sup>ème</sup> vous avez besoin d'électricité pour arrêter les machines, les mettre en route et pour les lampes. Est ce qu'on pourrait savoir combien ça consomme par éolienne ? Et puis, dans l'étude d'incidence, est ce qu'on va faire une étude sur les infrasons ? Parce que ça c'est la grosse chose qu'on a jamais pu avoir ? Voilà c'est tout merci.

Modérateur – M. Bredael : Trois questions donc, dont l'une récupère une remarque déjà faite précédemment et je viens de me rendre compte, Monsieur Durand, qu'on ne vous a pas laissé répondre quant aux rapports entre Windvision Belgique et Chypre, mais ce sera pour la suite.

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Pour répondre à madame, d'abord en ce qui concerne les mesures du vent, je ne sais pas pourquoi vous parlez de 40% payé localement mais donc il y aura des données à disposition dans l'étude d'incidence. Il y a une étude du gisement éolien sur la zone qui fera l'objet d'une partie de l'étude d'incidence. Il y aura les données de vent qui sera dans l'étude d'incidence. Mais ce ne sera pas la semaine prochaine à la commune ce sera une partie de l'étude d'incidence qui sera à disposition de la population.

Concernant la consommation propre des machines, puisqu'il faut les arrêter, les redémarrer, ça représente 1% de la production de l'éolienne. Donc effectivement, il faut que les éoliennes soient sous tension lors qu'il n'y a pas de vent pour que, dès qu'il y a du vent, l'éolienne se mette en direction du vent, que les pales puissent se mettre en position pour capter l'énergie du vent. Il y a un certain nombre de services auxiliaires qui sont présents dans l'éolienne qui fonctionnent sur l'électricité. Donc, quand il n'y a pas de vent, l'éolienne utilise le réseau électrique pour s'alimenter et quand il y a du vent, l'éolienne s'auto alimente elle-même pour faire fonctionner ces auxiliaires. Cela représente 1% par an. (...) On paie le même prix que vous pour un raccordement standard chez le gestionnaire du réseau électrique.

En ce qui concerne les infrasons, ce sera pour le bureau d'étude.

Alors la question concernant Windvision et la relation avec la société à Chypre. Windvision a des bureaux dans différents pays. La société Windvision limited est la société mère de la société Windvision Belgium. Donc la société à Chypre et la société mère de la société Windvision Belgium. Ça c'est la relation qui existe entre les sociétés de développement mais ça c'est une partie de Windvision.

Au moment où on aura éventuellement un permis, à ce moment-là Windvision, ce qu'on habituellement, on crée une nouvelle société, une société d'exploitation tout à fait différente juridiquement. C'est une entité juridique tout à fait différente de Windvision développement et la société d'exploitation sera composée d'investisseurs qui seront à définir au moment de la constitution de la société. Les banques interviendront éventuellement des riverains pourront intervenir dans la société d'exploitation et là ce seront des investisseurs qu'on devra sélectionner. Si des investisseurs se proposent, on étudiera leurs propositions.

Modérateur – M. Bredael : Pour les questions en rapport avec l'environnement et notamment la question des infrasons ?

Réponse du bureau CSD Ingénieurs Conseils SA : Donc, en toute honnêteté, jusqu'il y a très peu de temps, au niveau du bureau CSD, ce qui était rédigé dans les études d'incidence sur les infrasons, c'était simplement la revue bibliographique d'études européennes qui avaient été faites et qui ne mettaient pas en évidence un impact lié aux infrasons. Maintenant, suite à différentes plaintes en Wallonie, à certains endroits, notamment au parc de Bastogne, pour lequel nous avons été mandatés pour faire un suivi acoustique. Les résultats sont en train d'être présentés aux administrations.

Nous sommes en train de collaborer avec la cellule bruit de la région wallonne pour qu'un rapport un peu plus exhaustif soit présenté dans le cadre des études d'incidence puisqu'il faut savoir aussi que la cellule bruit réalise pour le moment toute une série de suivi de parcs éoliens en région wallonne. Le but étant que la région wallonne veut sortir des conditions sectorielles spécifiques pour les éoliennes ce qui serait vraiment une très bonne chose puisque pour le moment c'est régi par un arrêté du 4 juillet 2002 qui est très général sur toutes les installations industrielles et donc les conditions de mesures,

parce qu'on parle des modélisations acoustiques mais ce qui est surtout important pour les riverains c'est les suivis acoustiques qui pourront se faire ultérieurement pour vérifier le respect des normes avant la mise en fonctionnement des éoliennes et donc la cellule bruit est en train de travailler sur ce projet et pour sortir des conditions sectorielles pour que ces conditions de mesures soient très strictes parce que les spécificités éoliennes sont spécifiques dans les installations industrielles.

Ce point sera abordé dans l'étude d'incidence, normalement de manière très détaillée.

Modérateur – M. Bredael : Une autre question ? Une autre remarque ?

Réponse du bureau CSD Ingénieurs Conseils SA : Le but est, à très court terme, de présenter carrément des mesures qui ont été faites sur des parcs existants, pour que ce point sur les infrasons soit clôturé dans un sens ou dans un autre. (...)

Les infrasons existent. Dès qu'une voiture se déplace, il y a des infrasons. Donc maintenant il faut caractériser. Est-ce que les éoliennes ont une puissance acoustique, une puissance sonore, dans les basses fréquences et les infrasons ? Parce qu'il n'y a pas que les infrasons, il y a aussi des gens qui se plaignent éventuellement aussi des basses fréquences.

Question d'André Lantenoy de Florée

Je voudrais reposer la question qui a été posée à Monsieur Durant par le Docteur Marchandis sur la capacité réelle des éoliennes et le nombre de ménage que ça pourrait alimenter parce que vous n'avez pas répondu à cette question-là et vous n'avez pas répondu non plus à la question de l'indemnisation des riverains pour la dévaluation de leurs biens immobiliers suite à l'installation des éoliennes.

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Concernant le nombre de ménage, j'avais précisé dans la présentation, on parle de 10 à 11.000 ménages qui pourraient être alimentés par le parc éolien. Alors pour repréciser par rapport à la question de monsieur, on parle bien de la production réelle. J'ai précisé qu'on parle de 30.000 à 40.000 Mw/h produits annuellement. 40.000 MW/h si on considère qu'un ménage moyen wallon consomme 3.500 kw/h, si vous faites le compte, vous arrivez à plus ou moins 10.000 à 11.000 ménages donc c'est bien 11.000 ménages réels.

Concernant l'indemnisation des riverains, ça ne fait pas l'objet de l'étude d'incidences. A l'heure actuelle, ça ne fait pas l'objet d'une législation en région wallonne. Il n'y a pour nous pas lieu d'indemniser à partir du moment où on respecte la réglementation en vigueur en RW. Si un jour dans le futur il y avait une législation à ce sujet, évidemment on serait contraint de s'y soumettre mais pour l'instant, à partir du moment où on respecte toute la législation et toutes les normes en vigueur pour nous il n'y a pas lieu de le faire.

Modérateur – M. Bredael : Une autre question ? (...)

Suite de l'intervention de Monsieur Lantenoy : Monsieur parle de la réglementation wallonne, mais ce n'est pas du tout ça dont je vous parle. Dans la constitution belge, quand on cause un tort à quelqu'un il faut l'indemniser et cela n'a rien à voir avec une réglementation wallonne sur l'installation des éoliennes.

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Oui mais à ce moment-là, il faudra prouver (...)

Suite de l'intervention de Monsieur Lantenoy : Si vous causez un tort, donc une moins-value à un bien immobilier, il faudra que vous indemnisiez les personnes en question.

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Il faudra prouver qu'il y a effectivement un tort. Il faudra entamer des procédures, faire intervenir un expert et à ce moment-là ... (...)

Modérateur – M. Bredael : Merci. Vous avez encore une question ?

Question de Christian Collet - Gesves

L'habito peut être, à part la ferme qui se trouve à 400 m, je crois que c'est mon habitation qui sera la plus proche puisque d'après ce que j'ai pu constater sur les plans, je devrais être à 735 mètres.

Le plan de 2005-2006, je pense de souvenance, les éoliennes devaient se situer un peu plus proche, de l'ordre de 600m. Moi ça ne m'agréait pas d'avoir quand même une éolienne ne fut ce qu'une bonne centaine de mètres plus loin de chez moi.

Je monte un peu au créneau parce que, déjà à la place de la commune, je ne me sentirais pas très à l'aise de la manière dont cela a été introduit et de la façon dont cela a été présenté. Si on veut appâter un poisson on met au bout de sa ligne, non pas un petit asticot mais on met un goujon voire plus gros. Est-ce que c'est nécessaire d'appâter avec, si j'ai bonne souvenance, 2000 euros. Cela ne représente même pas quelques mètres d'égouttage, cela ne représente pas un coussin berlinois, cela ne représente rien puisque, semble-t-il, c'est pour payer des infrastructures à la commune. Mais je pense que la commune a plus intérêt à payer elle-même ses infrastructures que d'attendre des retombées qui sont des miettes de pain comparativement à ce que la société Windvision et d'autres vont pouvoir se mettre derrière la cravate et dans les poches.

Les riverains, la question était bien posée, les riverains, notre bien va certainement être dévalué. Si on veut vendre, on vendra moins cher, mais vous n'en avez rien à cirer ça certainement. Mais nous pas. Alors pourquoi, les riverains, qui sommes les plus proches, et je ne suis pas seul qui sont les premières personnes qui sont les premières personnes à être embêtées par ce genre d'installation. Pourquoi ces riverains n'ont-ils pas droit à une indemnisation, qui devrait être, si vous voulez avoir l'accord des riverains, parce que là j'en doute quand même. Pourquoi ces sommes ne sont-elles pas mises sur la table, comme vous les avez mises en rapport avec la demande que vous faites à la commune.

2<sup>ème</sup> question : Je viens d'installer, comme beaucoup d'autres, des panneaux photovoltaïques sur mon bâtiment. Je n'ai donc nul de vos kilowatts, je fais bien moi-même. J'ai choisi une solution qui m'agréait et qui agréait mes voisins parce qu'elle n'est pas contraignante. Contraignante parce qu'on a parlé de toute sorte de nuisances, il y a une nuisance dont on n'a pas parlé, c'est l'effet stroboscopique. Vous dites allez-vous mettre à Ciney. Et bien, figurez-vous, je ne suis pas allé à Ciney, je suis allé sur le site de Lisogne-Thynon, près de Purnode. Je me suis arrêté en voiture là, et sans vraiment vouloir regarder, je me suis mis à distance respectable et bien je vous assure qu'au bout de 10 minutes vous fermez les yeux et vous ne voulez plus voir bouger ces engins.

Donc, si vous ne faites que passer, si vous voyez ces éoliennes bouger ça va 2 minutes, ça va 5 minutes, ne restez pas sur la terrasse pour l'apéritif, ne restez pas dans votre jardin à travailler, on n'est quand même au courant que quelque chose qui bouge dans la



nature attire irrémédiablement votre regard. Qu'est-ce que vous voulez faire d'autre que de tourner votre tête, tourner les yeux et de regarder. Au bout du compte, ce n'est pas une journée, ce n'est pas une semaine, ce n'est pas un mois, c'est pour 25-30 ans, pour le moins, que vous voulez nous placer cela devant les yeux ? Nous n'avons vraiment pas besoin de cela. Est-ce que le cas échéant, vous allez pouvoir les installer, vous aller penser à indemniser les riverains. La n'est pas ma question je n'ai pas besoin d'argent. Je n'en veux pas des éoliennes, tout simplement. Autre chose, on parle de production d'une quantité d'énergie quand même considérable. Dites donc, je vais en profiter, on va me baisser mon kilowatt ? On va m'offrir de l'électricité ? Je vais pouvoir acheter un chauffage central électrique et plus au mazout. Est-ce que je vais avoir des avantages ? Ou bien, répondez moi, la production elle est essentiellement dirigée vers le réseau, réseau qui va servir à rembourser l'électricité que l'on va acheter en Allemagne, en Hollande, dans les pays étrangers à la Belgique.

A part quelques personnes qui sont régionales, dont vous aurez besoin parce que ce serait trop onéreux d'aller les chercher dans un pays étranger, voire plus loin. A part ces quelques personnes qui vont vous servir de main d'œuvre pendant un certain temps et puis dès que le projet est en fonctionnement, vous n'en aurez plus besoin. Qui dans la région ici, dans le canton d'Andenne, dans la province de Namur je dirai, même pas seulement de Gesves, d'Ohey ou Assesse ou que sais-je. Qui, va encore pouvoir bénéficier d'un travail concret, à long terme ? Une personne, deux personnes, simplement des contrôleurs ? Ou bien plus personne, rien que des personnes qui viennent encore de l'étranger. Voilà, toutes ces questions, j'aimerais quand même avoir une réponse. Mais pas une réponse évasive, une réponse concrète, précise avec des chiffres s'il vous plaît. Merci.

**Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) :** D'abord concernant l'emploi, des chiffres précis, je peux vous en donner. J'ai des chiffres en tête qui correspondent à ceux du parc d'Estinnes, qui est un parc un peu à part, je vous le concède. A Estinnes on a créé 20 emplois directs. C'est un chiffre que je vous donne, un chiffre précis concis. Avec des gens recrutés localement. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'on a recruté via des agences locales des emplois des techniciens. On a recruté au Roeulx, on a recruté à Estinnes on a également eu des contrats et on a actuellement des contrats avec les CPAS pour tout ce qui est maintenant aux abords du parc. Donc il y a des choses à faire. Ce qu'il faut dire actuellement, c'est qu'en Belgique on n'a pas de filière éolienne. C'est un fait. Il y a des choses qui se mettent en place. Donc il y a des formations qui se mettent en place, à Mons par exemple. On a des techniciens de maintenance qui sont formés actuellement. Donc à terme, on veut créer de l'emploi. Si je compare avec l'Allemagne, l'Allemagne, ils ont 100.000 emplois liés à l'éolien, emplois directs. En Belgique, pour l'instant c'est beaucoup moins. Donc on peut créer de l'emploi avec l'éolien. (...)

Ça veut dire ici sur le parc de Gesves et Ohey, avec 6 éoliennes, on est je pense à deux personnes. C'est 4 personnes pour 10 éoliennes. Ensuite ce que font les constructeurs, ils vont créer des équipes de maintenance par zone. Alors si on a des éoliennes par exemple ici des constructeurs Vestas un peu plus loin des constructeurs Vestas plus loin également, ils vont pouvoir constituer des équipes de maintenance. Mais ça c'est des emplois qui sont répartis sur trois ou quatre sites. Ce n'est pas spécifiquement ici à Gesves et Ohey.

Autre élément, le prix de l'énergie et est-ce que vous allez pouvoir bénéficier d'un prix de l'énergie plus faible. Actuellement, nous, je ne vais pas pouvoir vous répondre parce que je ne maîtrise pas le prix de l'énergie. Y a des possibilités on va dire de favoriser

l'intervention des riverains. On a dit tout à l'heure, si vous vous investissez dans le projet, bien quelque part vous avez des retours. (...). Non votre kilowatt heure ne va pas devenir moins cher. (...). Non. Pourquoi on fait de l'éolien actuellement et si on repasse dans le complexe global c'est également pour maîtriser notre production d'énergie. Actuellement on est dépendant à 100% de l'extérieur. Pourquoi ? L'uranium vient à 100% de l'étranger, le pétrole est ce qu'il vient de Belgique ? Je ne crois pas, le gaz non plus. On est 100% dépendant de l'étranger. Les prix vont monter, on le sait, parce que la demande augmente. Une façon de contrôler, c'est de faire des énergies renouvelables, parce qu'à terme, le vent, quand il est là il est gratuit, il est disponible pour tout le monde. (y en a pas toujours du vent) Y en a pas tout le temps du vent, c'est pour ça qu'on parle d'un mix énergétique et c'est pour ça qu'actuellement, on ne peut pas couper les centrales nucléaires, on le sait. Si on coupe les centrales nucléaires actuellement, le pays est dans le noir, on le sait. Maintenant visons un peu plus loin.

Je ne peux pas voir dire, le prix de l'énergie va être moins cher dans deux ans, si on installe des éoliennes ici, ce ne sera pas lié directement à notre projet. C'est global.

Modérateur - M. Bredael : Vous êtes au bout ?

**Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) :** Les effets stroboscopiques, simplement pour dire ce sera étudié par Monsieur Genis, dans le cadre de l'étude d'incidence. Simplement pour expliquer, on peut maîtriser tout à fait ces points là on le fait avec des modules de réduction, des modules d'arrêt des éoliennes. C'est déjà en place sur deux de nos parcs, puisqu'à Estinnes on avait cet effet-là. On arrête les éoliennes au moment où on a un effet sur les habitations.

(...) Ce n'est pas vrai du tout, c'est faux (...) regardez ce vent ici, est ce que les éoliennes sont à l'arrêt avec du vent comme on a ici ? Les éoliennes tournent aujourd'hui. Le mois de janvier est un très bon mois (...). C'est faux monsieur, allez... (...).

Modérateur - M. Bredael : Non madame, je vais aller vous donner le micro mais j'ai une question ici déjà. Vous êtes arrivé au bout monsieur Durand ?

**Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) :** Non parce que monsieur a repris la question des indemnités, je ne peux que répondre de la même façon. Donc, simplement, je réprecise. On étudie les impacts, on vérifie si on est conforme à la législation. Si on est conforme, on a un permis et à ce moment-là on considère que les impacts sont acceptables et actuellement, il n'y a pas d'indemnisation prévue pour des riverains qui sont proches du parc éolien. Ça ne veut pas dire qu'on n'est pas attentionné à eux. On est en contact régulier avec des riverains à Estinnes, à Floreffe, à Bievers on est au courant on sait comment ça se passe, ils nous informent et pour l'instant c'est comme cela.

Modérateur - M. Bredael : Une autre question ici

**Question de Dany Baerts - Rue Golette :**

J'ai cru comprendre que vous avez changé l'implantation des nouvelles éoliennes, ce qui fait qu'on ne saura plus avoir deux lignes. Pouvez-vous me montrer sur la carte où étaient les anciennes éoliennes ? Autre chose, un nouveau cadre de référence pour l'implantation des éoliennes en région wallonne a été adopté en première lecture le 22/12/2011. Dans ce nouveau cadre, il est prévu une cartographie positive des zones de

développement. Quand est-il du site de Gesves ? Ne serait-il pas plus sage d'attendre la carte avant de saccager le paysage ?

Modérateur – M. Bredael : Les nouvelles éoliennes par rapport aux anciennes d'abord ?

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Donc, vous avez ici, les points représentent les éoliennes actuellement. L'implantation précédente, on avait des éoliennes de ce côté-ci du champ, on était ici, on était ici, ici, et puis (elles sont plus proches qu'avant alors, ce n'est pas possible).

Modérateur – M. Bredael : Monsieur s'il vous plaît.

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Donc, ça c'était la première ligne au sud. C'était la première ligne au sud. La deuxième ligne au nord était ici. (Rentrez chez vous, c'est le même projet).

Modérateur – M. Bredael : Une autre question ? Nous avons une autre question ici en attendant. Non, on n'a pas répondu à la deuxième question monsieur Durand.

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Qui était le cadre de référence et la cartographie.

Modérateur – M. Bredael : Est-ce qu'on ne peut pas attendre le cadre de référence qui va être publié en Wallonie ?

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Oui et non c'est à dire que le cadre de référence effectivement est en cours de modification. Ça fait maintenant un an et demi que le gouvernement s'est mis à la tâche. Le message du gouvernement était aussi de dire, actuellement on veut revoir les critères. Ça veut dire que pour les nouveaux projets, on aura peut-être des nouvelles distances aux habitations, peut-être des nouvelles normes acoustiques. Le message était, en parallèle, de dire « continuez à développer parce qu'on ne veut pas que la filière s'arrête du jour au lendemain ».

Maintenant ce qu'on peut dire c'est qu'évidemment, c'est notre métier. On a une bonne idée des critères qui pourraient être modifiés dans le nouveau cadre de référence et donc, évidemment nous on prend en compte ces éléments-là dans l'élaboration des nouveaux projets. Ça fait déjà bien longtemps vous avez remarqués, qu'il n'y a plus d'éoliennes à 350m des zones habitables. Et donc on prend déjà, on anticipe ces éléments là, dans le montage de nos projets. Quant à la cartographie, pour l'instant, je pense elle est en cours d'élaboration. On ne sait pas quand est ce qu'elle sortira. Simplement sur base des informations qu'on a, sur base des contacts qu'on a pu avoir, on sait que c'est une zone exempte de contraintes fortes. Ça veut dire que c'est une zone favorable, je l'ai expliqué tout à l'heure. L'idée de la carte c'est bien de définir des zones favorables pour l'éolien. Y a tout lieu de penser que c'est une zone qui sera reprise dans la cartographie. Je ne peux pas le confirmer avec certitudes mais c'est les éléments qu'on a à notre disposition qui nous le font penser.

Modérateur – M. Bredael : Voilà, une autre question ?

#### Question de Mme Aloïse Vanderstegen du Moulin de Wagnée à Gesves

Alors je rejoins Monsieur Adam quand il dit qu'il n'y a pas eu de vent à Dausseux depuis un certain temps. Je prends cette route plusieurs fois par semaine et moi j'ai une question par rapport à ça. Je m'interroge très souvent quand je vois que il y a deux champs éoliens à 5km de distance et alors, il y en a un qui tourne, l'autre ne tourne pas. Et on passe 2 heures après, y a deux éoliennes qui tournent quelque part. 3. 1, ça dépend. La logique du vent, moi je ne la comprends pas, dans cette région-là. Alors si vous pouvez me l'expliquer, j'en serais très contente.

Alors, la 2<sup>ème</sup> question, je ne sais pas comment la formuler. Je me demande, j'aimerais bien savoir, s'il serait possible de faire une étude, une recherche sur les citadins et nos amis néerlandophones, qui habitent en pays plat et qui sont heureux de venir profiter de la vallée du Thon-Samson si maintenant ils auront un plaisir à venir faire du tourisme éolien. Voilà est ce que ça existe ? Est-ce que ça peut se développer ? Comment on va switcher de l'un à l'autre ? Merci.

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Le premier élément, pour revenir au vent, moi simplement je peux vous dire sur les parcs ce matin j'ai vu les productions. Avec notre système de contrôle on voit en temps réel. Donc ce matin je n'étais pas dans mes trois parcs qui sont en fonctionnement mais je pouvais voir qu'à Estinnes ça tournait. Il n'avait pas un vent énorme, on avait 2MW de production par machine plus ou moins. A Bièvres ça tournait. Donc, dans les zones où on a nos parcs, ça tournait. Le reste je vais pas en dire plus parce que je ne le sais pas. Concernant le tourisme, je pense qu'il y a une partie de l'étude d'incidence qui y est dédié. Pour ça je n'ai pas d'autres commentaires à faire.

Modérateur – M. Bredael : Une autre question alors ?

#### Question de Thierry Beauvois à Gesves

D'abord, je voudrais dire, vous m'impressionnez quand même Monsieur Durant parce que, on vous sort pas la porte, vous rentrez par la fenêtre. Vous avez une salle qui est totalement hostile à vous. Je me dis qu'il doit quand même y avoir quelque chose derrière d'intéressant. (Durant : je suis courageux). Vous êtes courageux mais j'imagine que votre employeur a des raisons derrière. Et quand vous dites que vous êtes prêts à ouvrir votre capital pour ce projet ci, à 20% de l'ensemble. J'aimerais bien arriver un petit peu à des chiffres, que vous présentiez ce que ça représente pour la population qui voudrait éventuellement investir. En termes d'investissement et quels sont les returns qui sont prévus pour le long terme, qui seront les mêmes que les vôtres aussi.

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Donc, au niveau de l'investissement. D'abord, je vais en profiter pour préciser que vous avez une feuille sur laquelle vous pouvez remplir vos coordonnées et éventuellement préciser si vous seriez intéressé d'investir dans ce projet. (...) Encore un peu de patience, je pars d'ici une demie heure je pense.

Alors, au niveau des retombées. Comment est-ce que ça se passe. Il y a déjà des exemples qui existent en région wallonne la plupart du temps, la structure la plus adéquate... (...) Pour ici, d'accord, de quoi est ce qu'on parle, de 20% sur un projet qui pourrait être celui de Gesves et Ohay, ça veut dire 20% c'est un investissement de l'ordre de 600.000 euros en fonds propres. Donc, pour expliquer un petit peu plus en détail. Lorsque l'on fait un parc éolien on doit trouver des investisseurs, mais la plupart est prise par les banques à

hauteur de 80%. Donc les banques prennent en charge 80% de l'investissement et on doit donc ensuite payer la banque sur une période qui est définie de 12, 15, 20 ans. Ça c'est une chose et il nous reste donc 20% à financer en fonds propres.

Lorsqu'on ouvre à 20%, on ouvre 20% des fonds propres. Sur la zone à Gesves et Ohey, ça veut dire plus ou moins un ordre de grandeur de 600.000 euros qu'on peut investir avec de l'argent local. C'est ça que ça représente. Maintenant dans la manière dont ça peut se faire de manière juridique et légale. Il y a des limitations. Une des limitations c'est qu'une coopérative peut distribuer des dividendes à hauteur de 6%. Donc, 6% pour c'est les revenus générés par la vente de l'éolien, vont vous rapporter 6%. C'est le système de coopérative qui est conventionné (...) donc ça c'est la possibilité qu'on donne. Au-delà de cela, il y a certains systèmes qui existent, notamment en Flandre, pour nommer nos concurrents d'Ecopower qui sont concurrents et fournisseurs d'énergie. Ils ont un système bien particulier qui leur permet à la fois d'avoir des coopérateurs qui détiennent une part, qui sont propriétaires d'une petite partie d'éolienne. Ça leur ramène donc des dividendes, à hauteur de 6%. Au-delà de ça chaque coopérateur peut prétendre à avoir de l'énergie via Ecopower. C'est de l'énergie 100% verte qui vient de l'éolien, de biomasse, de photovoltaïque etc... C'est de l'énergie 100% holge parce qu'Ecopower est, travaille avec des installations en Belgique et donc ça permet d'avoir de l'énergie 100% verte à des prix compétitifs qui ne sont pas forcément moins chers que les offres les plus performantes sur le marché mais qui sont tout à fait compétitives avec les autres fournisseurs pour de l'énergie 100% verte. Ça c'est une chose qu'on pourrait mettre en place pour ce projet si il y a une volonté de le faire parce que évidemment si on a trois personnes qui sont intéressées c'est un peu compliqué de mettre en place toute une coopérative pour le faire.

Modérateur - M. Bredael : Une autre question ici ?  
(...)

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Non, un projet éolien, on a des retours qui sont plus élevés. Ça varie entre 8 à 12% on va dire (menteur). (...)

Modérateur - M. Bredael : Excusez-moi, mais je vous rappelle que si vous criez chacun de votre côté, c'est quelque chose qui n'est pas enregistré, ce sont des remarques qui ne figureront pas au procès-verbal, on ne vous entendra pas. Il faut passer par le micro, il n'y a rien à faire. Et j'ai une question ici :

#### Question de Franz Wascotte de Héron

Je m'adresse à Monsieur Génis du bureau CSD. Première question Monsieur Génis. L'étude d'incidence sera réalisée par CSD Ingénieurs +, quelle est la relation entre la société CSD euro investissement, qui a fait l'étude d'incidences à Héron ?

Deuxième question, il est exact qu'on n'entend rien en dessous d'une éolienne. D'ailleurs je ne vous encourage pas à aller en dessous d'une éolienne aujourd'hui, à cause des risques de chute de glace. Il faut se mettre à 450m de l'éolienne c'est des principes physiques élémentaires de propagation du son que Monsieur Génis, semble-t-il, ignore ou veut ignorer.

Troisième observation, je ne suis absolument pas d'accord avec vous sur le fait que l'étude d'incidence ne devrait pas examiner les incidences sur la valeur du patrimoine des immeubles situés à proximité des éoliennes. C'est là une interprétation tout à fait restrictive du Code l'Environnement de la Région wallonne, donc un décret, que je

connais bien, et sur lequel j'ai déjà fait des remarques, vous le savez bien Monsieur Génis. D'autant plus que je peux vous dire que dans une étude d'incidence qui concerne un projet proche de chez nous, l'auteur de l'étude d'incidence, qui n'est pas le bureau CSD, a examiné cette incidence. Merci.

Modérateur - M. Bredael : Une réponse ?

Réponse du bureau CSD Ingénieurs Conseils SA : Anciennement, le bureau CSD ingénieurs conseils s'appelait CSD Enviro consult et donc, en terme d'agrément, c'est pour ça que le dossier dont vous parlez à Héron où nous avons réalisé l'étude d'incidence, c'est un dossier d'il y a plusieurs années, donc c'était réalisé au nom de CSD Enviro consult. Nous avons changé de nom parce que le nom n'était pas très « sexy ». Mais ça ne change rien, c'est la même équipe. Vous aurez la même équipe, pour lire le dossier Monsieur Wascotte. Pour les autres aspects, je pense que j'avais déjà énormément répondu par rapport aux contextes acoustiques, par rapport aux éventuelles indemnités des riverains, donc je ne vais pas me répéter.

Modérateur - M. Bredael : Une autre question ?

#### Question de Monsieur Mestach à Gesves

Le problème que je me pose quand vous dites que vous ne pouvez pas agrandir le site par après. Je suis vraiment étonné, parce que lorsqu'il y avait deux lignes, on pouvait les mettre à quelques 300m l'une de l'autre, et pourquoi est-ce qu'ici vous ne pouvez pas encore en intercaler ou les déplacer un peu de gauche ou de droite ? Et à ce moment-là, je sais bien que ça venait à 50m pour placer une éolienne alors, je ne comprends pas qu'aujourd'hui, on les ait déplacées de 200m. Faudrait qu'on m'explique. Et alors j'aurais bien voulu savoir sur le site de Dorinne, quel est le rendement depuis les deux ans où elles tournent, le rendement annuel de ces éoliennes-là.

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Concernant le site de Dorinne, ce n'est pas un projet de Windvision donc, je ne peux pas vous parler au nom de la SPE.

Par rapport à l'implantation on avait une implantation qui était différente, des machines différentes. Au tout début j'ai précisé, j'ai repris, on parlait de machines de 2MW, ça veut dire des machines plus petites en termes de dimensions. Et alors comme vous le savez probablement, entre chaque machine on doit conserver certaines distances. Avec des machines plus petites, les distances peuvent être plus courtes puisque la distance entre chaque machine est liée au diamètre du rotor. Si on parle d'une machine de 80m, on va devoir typiquement garder une distance de 350m-400m entre chaque machine. Si on a des machines plus puissantes, avec des diamètres plus grands, on doit conserver des distances plus grandes. Donc là on parle plutôt de distance de 450m-500m entre machine. C'est aussi la raison pour laquelle on aurait du mal à ajouter une nouvelle ligne. Puisqu'à ce moment-là, on n'aurait pas des distances suffisantes entre les éoliennes pour garantir un bon productible de chaque machine.

Modérateur - M. Bredael : Madame, encore une question ?



#### Question d'Anne Paye de Couthuin

Voilà, j'ai trois questions.

La première, c'est que vous dites que l'éolien a rapporté, ou rapporte 100.000 emplois en Allemagne. Il y a 21.000 éoliennes en Allemagne, donc ça fait environ 5 emplois par éolienne. Vu le coût de l'éolien, je trouve que c'est des emplois très très chers payés. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais je trouve.

Vous avez dit que, peut-être, dans un ou deux, le prix de l'énergie baisserait. Moi j'ai lu au mois de novembre, un rapport de la CWAPE qui indique que d'ici 2020, le prix de l'électricité du ménage wallon pourra augmenter jusqu'à 65%.

Ma troisième question, vous avez dit, bien voilà, si on nous accorde un permis c'est donc que c'est acceptable, par rapport aux paysages, aux lois de la Wallonie. Hors nous savons tous, en tout cas la plupart d'entre nous, que Monsieur le Ministre Philippe Henry accorde le permis même contre les spécialistes de la Région wallonne. Est-ce que vous connaissez l'expérience de Milgram, c'est à dire la soumission à l'autorité ? Alors, Henry a dit, l'éolien c'est beau, c'est bien, c'est vert et vous vous dites puisque Henry a dit, c'est bien, c'est beau, c'est vert donc, c'est que c'est bien, c'est beau c'est vert, donc c'est que c'est vrai. Mais en attendant, Windvision, vous, vous 5 qui êtes là assis à la table, vous serez responsables de la destruction des paysages, du mal être des citoyens, de la perte immobilière de leurs biens. Et il ne faudra pas venir se cacher derrière « Oui mais le Gouvernement wallon nous a permis de ... ». Chaque être humain est responsable de chaque acte qu'il pose, vous comme tous les autres. Vous serez responsables. Merci.

Modérateur – M. Bredael : Je vois Monsieur le Bourgmestre balancer la tête, il veut dire quelque chose.

Intervention du Bourgmestre José Paulet (Gesves) : Je ne veux pas qu'il y ait d'amalgame, mais madame est de Couthuin donc je la comprends. Nous sommes des représentants communaux.

Modérateur – M. Bredael : D'accord, donc une question ici

#### Question de Michel Van Ertveld, de Gesves

Je me pose une question. Comment ça se fait qu'on donnerait l'autorisation en dévastant un superbe paysage qui est dans une zone d'intérêt paysager pour mettre des éoliennes, alors qu'on refuse un simple permis de bâtir pour un morceau de toit plat ou une fenêtre sous bandeau. En tant que membre de la CCAT' je peux confirmer.

Deuxième question, mais là je crois qu'on y a déjà en partie répondu. Pourquoi ne pas attendre les nouvelles règles ? Ce serait quand même beaucoup mieux. Et quelle confiance peut-on avoir, puisque pour les éoliennes, il faut envisager un démantèlement dans 25 ans. Quelle confiance peut-on avoir dans une société Limited, à Chypre qu'on peut créer pour 1000 livres à peu près ? C'est le capital de base nécessaire et pourquoi cette société hollandaise a choisi son quartier général à Chypre ?

Modérateur – M. Bredael : Réponse Monsieur Durant ?

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Quelle confiance, simplement pour préciser pour chaque projet éolien, il y a un fonds qui doit être constitué par les développeurs, garantie bancaire qui doit être constituée par les développeurs, avant la construction des éoliennes, qui doit être fournie à la Région wallonne, qui permet le

démantèlement des éoliennes, que ce soit au terme de l'exploitation du parc, ou même avant terme si jamais il y avait une faillite de la société. Et puis, pour préciser votre question concernant la société Limited. Oui on a des sociétés en Belgique, en France, en Serbie, au Maroc et la société à Chypre est la société mère et ça a été un choix de société, et voilà.

Modérateur – M. Bredael : J'entends « pour des questions fiscales » j'imagine

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : J'imagine qu'il y a un intérêt.

Modérateur – M. Bredael : Une autre question ?

#### Question de Lionel Lejeune, de Sorée

Monsieur Van Ertveld m'a devancé sur deux questions, étant membre aussi de la CCAT' mais je vais peut-être les repréciser parce qu'elles n'ont pas connu une réponse de votre part. J'habite Sorée, qui est un magnifique petit village où nous avons un règlement urbanistique qui s'appelle le RGBSR qui est quelque chose de très très strict. Je dois faire des travaux chez moi, je suis obligé de mettre une couleur sur ma maison, bien précise. Donc, par rapport à CSD, j'aimerais bien que dans le cadre de l'étude d'incidence, on tienne compte de ce règlement fort strict parce qu'on m'a dit que je dois mettre une couleur chromatique bien précise pour respecter le cadre rural. Je vais avoir à 700m-800m de chez moi, je ne sais plus, une éolienne qui ne sera pas en teinte chromatique et qui ne va pas du tout s'intégrer dans le paysage du village de Sorée. Ça c'est la première chose.

Par rapport au cadre de référence, vous avez dit tout à l'heure, monsieur Durant, que vous étiez confiant par rapport au fait que la plaine de Borsu serait intégrée dans ce cadre de référence. Pourquoi ne pas avoir attendu ? Juriste de profession, y a un principe qu'on appelle le principe de précaution qui est quelque chose qui est un peu utilisé à toutes les sauces. On parle de biomédical, principe de précaution, on parle d'OGM, on parle de principe de précaution comme ça je ne fais pas de politique, j'incorpore un peu tous les partis. Pourquoi ne pas avoir attendu ce cadre de référence si vous êtes si confiant ? La question vous a été posée tout à l'heure, vous n'avez pas répondu. La raison précise, pourquoi ne pas avoir attendu, vous n'avez pas répondu. On vient de vous la poser une deuxième fois, vous n'avez pas répondu donc, je me permets d'être redondant et de vous la poser une troisième fois.

Dernier point, par rapport au fait que vous respectez, que vous avez un permis et que donc il n'y a aucune indemnisation. Il y a aussi ce que l'on appelle le trouble de voisinage. Mon voisin peut très bien avoir planté un arbre, construit un mur qui est parfaitement réglementaire, il n'empêche qu'il me cause un dommage et qu'il peut être condamné par rapport à ce dommage-là. Donc, je ne serais pas aussi catégorique que vous, par rapport au fait que si vous respectez le règlement et que vous avez un permis vous ne pourriez pas indemniser les riverains qui souffriraient de nuisances visuelles ou de voisinage, ou tout ce que vous voulez. Mais ça n'appelle pas de réponse plus précise. Je vous remercie.

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Concernant le RGBSR, bon, ce sera pris en compte dans le cadre de l'étude d'incidence. Tous ces éléments-là, tous les éléments urbanistiques à disposition seront pris en compte, dans le cadre de l'étude d'incidence. Concernant le cadre de référence, je pensais avoir répondu mais je vais repréciser. Le

cadre de référence, ça fait un an et demi qu'on en entend parler, donc, nous notre métier, c'est de développer des parcs éoliens. Si on attend le cadre de référence, est-ce qu'il sort cette année, est-ce qu'il sort l'année prochaine, je ne sais pas. Donc, nous on continue à développer des projets, parce qu'on pense qu'on le fait correctement. On pense qu'on va respecter les critères qui vont de toute façon, être édictés par la région wallonne, parce que bon c'est notre métier comme je disais. On a une bonne idée de ce qui se passe. Et donc pour nous continuer le développement, nous semble le plus opportun, et si la cartographie entre temps arrive, montre qu'on est dans une zone, tant mieux, si elle montre qu'on est dans une zone d'exclusion, probablement que de toute façon ce projet ne se fera pas à ce moment-là, mais on verra en cours de route.

Moderateur - M. Bredael : On peut formuler la question autrement Monsieur Durant, au cas où le cadre de référence sortirait dans les mois qui viennent, on peut toujours rêver, et où le lieu où vous voulez vous implanter ne serait pas repris, qu'est-ce que vous faites ? Vous abandonnez ou vous continuez ?

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : D'abord on verra pour quelles raisons ce ne serait pas repris. A priori, les documents qui vont sortir seront de valeur contraignante et légale. Et à partir de ce moment, ça veut dire qu'il y aurait un projet qui serait en zone non reprise aurait peu de chance d'aboutir. Donc a priori il n'y aurait pas d'intérêt de continuer des frais inutiles.

Moderateur - M. Bredael : D'accord. Alors nous entamons un second tour de question. Faudrait pas que ce soit toujours les mêmes quand même.

Question de Michel Dussart Ohey

(...) Monsieur Durant, de vous à moi, est-ce que vous n'êtes pas un peu gêné d'avoir un métier lucratif qui s'exerce aux dépens des citoyens qui n'en veulent pas ?

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Non, je suis surtout gêné de ne pas réussir à convaincre les gens que j'ai en face de moi. Ça me ferait plaisir de réussir à vous convaincre. Mais je ne suis pas convaincant. Donc, je vais encore travailler très dur, je reviendrai. Et pour le reste (...)

Moderateur - M. Bredael : Bon, on peut tenir pour acquis que toutes les questions importantes ont été posées. Vous avez agité (...). Il y a encore des questions ? Moi je veux bien, il n'y a aucun problème. Je ne voyais plus de bras se lever. Mais c'est toujours au moment où on essaie de clôturer une réunion que viennent les dernières questions. Allez-y madame.

Question de Viviane Planchon de Gesves

L'année passée par la presse j'ai entendu que 20% des terres en Belgique étaient construites. Donc la surface des terres était construite en Belgique. Et donc ici j'ai appris, qu'on va multiplier par 4 en 2020 le nombre d'éoliennes, donc le site d'éolien. J'ai entendu aussi qu'on parlait d'une mise en place de jachère au niveau de ces éoliennes. Donc, moi au niveau de l'étude d'incidence moi je voudrais connaître quelles seront en 2020, les prévisions des surfaces agricoles utiles puisque finalement, on assiste à un mitage des zones qui sont exploitables au niveau agricole. Sachant qu'on doit nourrir de plus en plus de monde au niveau de l'ensemble de la planète, donc là je parle de manière

générale. Evidemment en Belgique je ne pense pas qu'on risque de mourir de faim, mais sur l'ensemble de la planète on sait très bien, qu'on a besoin de plus en plus de zones exploitables pour nourrir de plus en plus de personnes. On parle de 10 milliards d'habitants en 2050, alors que les surfaces exploitables sont de plus en plus faibles. Est-ce qu'on devra finalement aller vers une agriculture de plus en plus intensive ou défricher des forêts pour finalement avoir encore des terres qui sont exploitables au niveau agricole ? Voilà, je vous remercie.

Moderateur - M. Bredael : Est-ce qu'on peut répondre d'une manière générale dans une étude d'incidence qui porte sur un projet particulier ? Sur le mitage des terres agricoles ?

Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Donc l'impact précis du projet sur les exploitations agricoles locales, peut être pris en compte. Ça peut être une donnée intéressante.

Moderateur - M. Bredael : Encore une question madame ?

Cécile Barbeaux, Rue du Chauris à Gesves

Je pense que nous sommes tous conscients ici que nous avons besoin d'énergie. Et pour le moment, en fait, le problème c'est que l'énergie elle coûte de plus en plus cher. L'énergie fossile coûte de plus en plus cher. On a parlé d'indépendance énergétique, je pense que c'est fondamental effectivement qu'en Région wallonne on ait des projets qui nous permettent d'avoir une indépendance énergétique. Des projets qui soient basés sur des énergies renouvelables. Je pense que sur la commune, c'est fondamental d'avoir des projets qui soient basés sur l'énergie renouvelable. Qui nous permettent une plus grande indépendance énergétique et une moindre dépendance par rapport aux fluctuations des énergies fossiles. Mais la première chose à faire on fait, c'est de réduire la consommation. Evidemment c'est vraiment le premier pas, parce que l'énergie la moins chère, c'est celle qu'on ne consomme pas. Et donc là aussi, il y a énormément à faire. Et donc, chacun d'entre nous nous avons en effet une responsabilité. La première de ces responsabilités, c'est de consommer mieux, moins et la deuxième c'est, globalement, collectivement, de consommer mieux. Alors je ne sais pas si ce projet, est le projet qu'il faut pour Gesves, mais ce que je sais, c'est qu'effectivement sur Gesves il est nécessaire de consommer moins et produire mieux, de manière globale.

Et c'est vrai que le Gouvernement wallon, dans son ensemble, dans la DPR, le Gouvernement wallon tend à un objectif de 8.000 GW/h électrique et ça il faut l'avoir à l'esprit également. Je pense que c'est maintenant qu'on prépare l'avenir et que c'est maintenant qu'il faut prendre les décisions pour que demain nous n'ayons pas une augmentation phénoménale de coût de l'électricité. On sait tous que l'électricité va augmenter, mais on peut essayer de freiner cette augmentation.

Et donc, par rapport à ce projet, je pense qu'il est effectivement fondamental d'analyser l'impact paysager. Ici il y a une série de positions qui ont été abordées et de nombreux opposants, de manière globale à l'éolien, ont souhaité une analyse paysagère. Je pense qu'il est important, effectivement, d'avoir cette analyse dans différents endroits et donc chacun d'entre vous, peut demander effectivement d'essayer d'avoir une simulation paysagère. Qu'elle se fasse en hauteur, au niveau des bâtiments qui sont parfois situés plus ou moins à proximité, on parle de 1km, 1,5km par rapport au Convent de Sorée, éventuellement voir à l'étage, tout en haut de ce couvent. Voir ce que ça peut donner. Maintenant, cet impact paysager, effectivement une éolienne c'est grand, c'est vrai qu'on



à parfois, c'est en fonction de la perception que nous avons des éoliennes que nous les trouvons belles ou moches. Clairement, si on est à priori opposé aux éoliennes, on les trouve moches et on trouve que l'impact paysager est important. Je pense aussi qu'il faut analyser de manière assez ciblée, à différents endroits, l'impact en termes de bruit. Y compris si possible au sein des maisons, y compris la nuit. Je pense que c'est important et fondamental pour les riverains et surtout pour les habitations les plus proches. Et puis aussi analyser, envisager les mesures de compensation éventuelle si le projet se faisait.

Quelles seraient les compensations en terme environnemental éventuellement, puisqu'il y aura quelques nuisances, même si on peut essayer d'en réduire, même si l'étude d'incidence permet de dire que le projet peut éventuellement s'implanter et qu'éventuellement il y aurait permis.

Et donc, moi je tiens vraiment à souligner que chacun d'entre nous nous avons un rôle à jouer et au niveau de la commune aussi le rôle est là et l'importance de développer les renouvelables, mais cette importance vient après avoir fait des économies.

Modérateur - M. Bredae : Vous voulez poser une question ? Oui ?

#### Question de Guido Van Velthoven - Vent de raison

J'ai une petite observation, et c'est à propos toujours du productible. Je suis un petit peu étonné que Windvision se vante de son gros productible de 40.000 MW/h par an. Sachant que chaque MW/h que vous produisez vous rapporte 92 euros venant de la poche des ménages wallons. Il est en effet bon de rappeler que le certificat vert qui est donné au producteur doit être racheté par le fournisseur d'électricité qui doit respecter son quota de renouvelable et ces fournisseurs ne sont pas des institutions de bienfaisance. C'est à dire que ces 92 euros par MW/h viennent de la poche des ménages, pas des industrielles, pas des PME gros consommateurs d'électricité parce que ceux-là sont exemptés du quota. Autrement dit, votre projet va coûter 4.000.000 d'euros/an venant de la poche des ménages wallons. C'est tout de même un projet qui n'est pas très porteur et qui serait plutôt appauvrissant pour la Wallonie. Et on comprend que l'on soit contre.

Modérateur - M. Bredael : Monsieur le Bourgmestre, vous voulez répondre ? Non...

#### Réponse de Jean-Michel Durand (Windvision) : Je peux répondre d'abord de manière globale. Pourquoi est-ce qu'on fait de l'éolien. C'est parce que (...).

Pourquoi est-ce qu'il y a des volontés politiques de le faire au niveau européen. C'est parce qu'on a intérêt à aller vers les énergies renouvelables. Ça a un coût, vous l'avez dit. Quel est ce coût ? Est-ce que vous pouvez me chiffrer le coût des autres sources d'énergies ? Simplement pour donner un chiffre ou deux, l'énergie nucléaire en France, je ne sais pas si vous avez suivi, la commission de régulation de l'énergie a annoncé il y a deux jours que le nucléaire allait coûter 10 à 15 milliards d'euros plus cher, les deux prochaines années, en France pour (...) où je parle de la France, je réponds avec certains éléments qui sont à ma disposition. 10 à 15 milliards d'euros pour rendre plus sûres les centrales nucléaires en France.

Je ne pense pas que les centrales belges soient spécialement plus sûres que les centrales françaises mais c'est simplement une idée, ce sont des coûts qui seront répercutés d'une manière ou d'une autre. 10 à 15 milliards on est bien au-delà de tout ce qu'on va payer à l'éolien dans les 20 années qui viennent en Belgique. Ce n'est pas le même pays je suis

d'accord. C'est simplement pour illustrer un fait, c'est que le coût réel de l'énergie n'est pas celui des certificats verts uniquement.

Et en ce qui concerne les énergies fossiles, il y a tout un tas de coûts qui ne sont pas visibles sur votre facture mais qui existent et qui sont supportés par la collectivité, d'une manière générale, via les impôts. Pour l'uranium, j'ai dit tout à l'heure, 100% de l'uranium est importé. Est-ce que ça se fait, gentiment, en allant demandé à nos pays voisins « prêtez-moi de l'uranium j'en ai besoin » ? Non, il y a du travail diplomatique, il y a des militaires qui sont en action pour aller sécuriser des terrains, ce n'est pas pour rien qu'un jour, dans le passé, on a décidé d'aller en Afrique. Donc, y a tous ces éléments-là qui doivent rentrer en ligne de compte. Ça c'est au niveau de l'approvisionnement.

Mais il y a les coûts d'extraction de l'uranium qui vont augmenter dans le futur, on le sait. On est à 40 euros la tonne extraite d'uranium, ça va passer à 80 selon les estimations du programme pluriannuel belge. Donc les coûts réels de l'énergie actuellement on ne les connaît pas et c'est probablement un des points clés pour le futur pour améliorer l'acceptabilité de l'énergie renouvelable, c'est de connaître le coût de l'énergie. Et à ce moment-là on pourra faire des comparaisons et dire l'éolien ça coûte moins cher, ça coûte plus cher. On pourra discuter, mais pour l'instant on a cette difficulté. (...) Alors justement c'est l'intérêt de l'éolien, c'est que le vent ne coûte pas. Une fois que c'est installé.

Modérateur - M. Bredael : On ne répondra visiblement pas à toutes les questions. Monsieur le Bourgmestre me suggère de prendre encore une question et puis de laisser les deux échevins de l'environnement, celui de Gesves et celui d'Ohey de donner quelques mots de conclusion avant qu'ils ne vous saluent et ne vous remercient. Donc, je vais repasser le micro à madame et ce sera notre dernière intervention pour ce soir.

Nouvelle intervention d'Anne Paye (Couthuin) : Merci. Voilà je voulais féliciter Madame, ici, qui a parlé de la très grande importance de pouvoir effectivement, d'abord, économiser de l'énergie puisque c'est ce qui ne nous coûte rien du tout. Le seul point où nous divergeons un petit peu c'est sur le terme renouvelable.

Qu'il le vent c'est propre, c'est tout à fait gratuit et ça appartient à tout le monde, sauf ceux qui vont se l'approprier bientôt d'ailleurs. Mais un parc éolien, il est, actuellement en tout cas, relié à des centrales thermiques qui sont au gaz, c'est à dire que ce n'est pas une énergie renouvelable mais une énergie qu'on dit fossile je pense.

Donc actuellement, l'énergie éolienne n'est pas une énergie renouvelable, elle est dépendante des énergies fossiles. Elle aggrave notre consommation d'énergie fossile et elle augmente notre dépendance aussi par rapport aux fournisseurs de gaz. Donc là il faut quand même faire attention.

J'ai quand même une question, une dernière question, pour Windvision, est-ce que, dans l'hypothèse éventuelle, parce que je crois que l'opposition à l'air assez serrée ici, dans l'hypothèse éventuelle ou vous pourriez placer vos éoliennes ici, seriez-vous d'accord d'indiquer en grand, sur chacun des mats des éoliennes comme le font les cigarettiers sur les cigarettes : « Nuis gravement à la santé et à l'environnement » ? Merci.

Modérateur - M. Bredael : Voilà une suggestion qui devrait vous donner des idées messieurs les échevins ?

Alors, qui va prendre la parole le premier ? C'est Gesves, ou c'est Ohey ? C'est Gesves.



#### Conclusions d'André Verlaine (Echevin de l'Environnement – Gesves)

Merci, mais simplement, nous n'allons pas tirer des conclusions. En tout cas, personnellement, il y a une procédure qui est en cours puisque nous la démarrons aujourd'hui. Nous allons la poursuivre et nous prendrons les décisions que nous devons prendre au moment voulu.

C'est vrai que je suis interpellé, comme plusieurs d'entre vous d'ailleurs, par l'absence de cadre de référence et l'absence de cartographie et ce projet qui arrive alors qu'on attend ce document. C'est vrai que les communes sont un peu démunies, face à des projets qui finalement d'un point de vue énergétique, les dépassent et de loin. Ce sont des problèmes qui dépassent le stade de la commune et les compétences de la commune d'ailleurs, mais voilà.

Deuxième chose, je voulais rassurer certains aussi sur l'indépendance de la commune de Gesves, et je parle aussi sûrement pour Ohey bien entendu. L'indépendance par rapport aux montants qui ont été cités par Windvision. Des montants avaient été cités aussi lors du premier projet et ça n'avait pas joué dans la balance. Les communes gardent bien évidemment leur indépendance totale au niveau du jugement sur un projet comme celui-là. Voilà. Merci en tout cas.

#### Conclusions de Didier Hellin (Echevin de l'Environnement – Ohey)

Je souhaite aussi insister sur le fait que les communes de Gesves et d'Ohey ne sont pas associées à ce projet et je reviendrai sur cela dans un instant. Je voudrais dire que bien entendu les énergies renouvelables sont une nécessité mais elles ne seront pas suffisantes contrairement à un certain nombre de discours et donc l'importance du mix énergétique est évidemment essentiel et de la diversification des sources d'énergie. Je pense qu'il y a deux questions qui doivent nous interpeller dans les questions énergétiques.

La première c'est la question du coût, et je pense qu'on oublie souvent et les promoteurs de l'énergie éolienne et de l'énergie renouvelable en général oublient de préciser que le développement de ces énergies a un impact très significatif sur le coût de nos énergies et sur le coût de la facture énergétique des citoyens. Ne donner qu'un seul exemple c'est que le coût du MW aujourd'hui est de 25 euros. Quand on prend l'énergie renouvelable, on multiplie cela par 3, voire 4 puisque les certificats verts sont généralement achetés à plus de 90 euros. Ils sont repris avec garantie régionale, de 65 euros mais ils se négocient, et je suis bien placé pour le savoir, à plus de 90 euros et donc il y a un impact incontestable et il faudra, puisque cette question du coût de l'énergie est centrale il faudra nécessairement que soit abordée cette question.

Mais il y a un autre point qui doit interpeller c'est l'impact territorial des énergies renouvelables et en particulier de l'éolien.

Si nous devons remplacer purement et simplement toute l'énergie par de l'éolien je pense que le territoire wallon serait couvert d'éolienne et donc il y a un vrai questionnement que les communes se posent et nos communes rurales en particulier sur la préservation de nos territoires, de nos paysages, de l'authenticité de nos villages et je ne peux m'empêcher de reconnaître une certaine vérité dans les remarques qui sont formulées quant à savoir la distinction qui est faite sur les règles qui s'appliquent aux citoyens quand ils construisent leur maison, quand ils font une annexe, quand ils changent leurs châssis, quand on leur impose le RGE, je crains que si on impose le RGE aux éoliennes, il n'y en ait jamais puisqu'il y a des questions de hauteur en particulier et donc, il y a un vrai questionnement sur un certain nombre de démarches menées en particulier par le Gouvernement wallon pour restreindre de plus en plus la

liberté des gens et aussi la possibilité de rénover leur maison et de construire, de s'installer en milieu rural et le système dérogatoire dans lequel s'est installé le développement éolien.

Et je pense que c'est un réel problème parce que ce système dérogatoire implique que l'on s'installe là où la zone n'est pas capable, tout simplement, via une dérogation. Et il y a là une question de droit civil qu'il faudra aborder un jour « On s'arrête le droit de propriété des uns, par rapport au droit de propriété des autres ? »

Je pense que c'est aussi au travers de cela que la question de l'indemnisation de l'analyse des impacts sur la propriété privée mérite d'être prise en considération parce que, si pour des habitants situés à 1,5m, 2km, voire 3km, la (fin de la cassette)

- c'est la qualité du cadre de vie de ces habitants proches qui est remise en cause
- regrette la démarche de Windvision qui n'a pas consulté les communes en amont pour discuter du projet
- se pose la question du pourquoi vouloir introduire une demande de permis avant l'adoption du cadre de référence. Pourquoi vouloir aller aussi vite ?
- l'étude doit aborder tous les aspects paysagers, et aussi intégrer l'impact des terres de remblais, leur évacuation et leur destination. Sorée est en zone d'intérêt paysager et le Schéma de structure de la Commune d'Ohey l'étend vers leur territoire. Ce schéma devra être consulté pour l'étude d'incidence
- l'étude devra tenir compte de la réalité locale, des risques par accident (fuite de lubrifiants notamment)
- demande que Windvision fasse plus qu'un simple cautionnement bancaire, qui lui semble trop faible, notamment en cas de faillite. Demande que ce cautionnement couvre l'intégralité des coûts qui seraient nécessaires à l'enlèvement de l'équipement déjà mis en place et la remise en état
- regrette que la démarche ne soit pas réellement participative
- indique que les 2000€ proposés sont ridicules et pas du tout opportuns. Il s'agit là d'une tentative d'influencer l'autorité
- demande que soit privilégiée l'analyse objective du dossier

Clôture par le Bourgmestre José Paulet qui remercie tout le monde pour le calme de la rencontre ainsi que pour la pertinence des questions posées.